

TABLE DES MATIÈRES

Préface	5
Avant-propos	9
Introduction	15

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE – ESSAI DE DÉFINITION DES VESTIGES	21
---	----

PREMIÈRE PARTIE LA RECHERCHE DES VESTIGES

CHAPITRE I – LES ORGANISMES CONSULTATIFS EN MATIÈRE D'ARCHÉOLOGIE	35
Section 1 – Le Conseil national de la recherche archéologique (CNRA)	35
Sous-section I – La formation plénière	35
Sous-section II – La délégation permanente	36
Sous-section III – La commission des opérations sous-marines	37
Section 2 – Les Commissions interrégionales de la recherche archéologique (CIRA) ..	38
Sous-section I – Compétences	38
Sous-section II – Composition	39

CHAPITRE II – LES RECHERCHES TERRESTRES PROGRAMMÉES	41
Section 1 – Les fouilles autorisées par l'État	41
Sous-section I – L'autorisation obligatoire	41
§ 1 – La demande d'autorisation	42
A – Le consentement du propriétaire du terrain et des autres ayants-droit	43

B – La délivrance de l'autorisation	45
§ 2 – Les obligations du fouilleur	45
§ 3 – Le retrait de l'autorisation	46
Sous-section II – La responsabilité du fouilleur autorisé	47
§ 1 – La responsabilité civile	47
A – Les dommages matériels	48
B – Les dommages corporels	49
§ 2 – La responsabilité pénale	50
§ 3 – Les assurances	52
Section 2 – Les fouilles exécutées par l'État	53
Sous-section I – Leur intérêt culturel	53
Sous-section II – La réalisation des fouilles	55
§ 1 – L'exécution d'office	56
§ 2 – L'expropriation pour cause d'utilité publique	57
Sous-section III – La responsabilité de l'État	61
§ 1 – La responsabilité sans faute	61
§ 2 – La responsabilité pour faute	62
A – La situation juridique du fouilleur	62
B – La faute personnelle et la faute de service	63
C – Les poursuites	66
CHAPITRE III – LES DÉCOUVERTES FORTUITES TERRESTRES	69
Section 1 – La découverte fortuite est-elle un trésor ?	69
Sous-section I – Les définitions	69
Sous-section II – Les critères de qualification	70
§ 1 – Être une chose	70
§ 2 – Une chose cachée ou enfouie	72
§ 3 – Une chose sur laquelle personne ne peut justifier sa propriété	74
§ 4 – Une chose découverte par le pur effet du hasard	76
Section 2 – La réglementation des découvertes fortuites	79
Sous-section I – Déclaration et conservation	79
Sous-section II – Prérogatives administratives	80
CHAPITRE IV – LES RECHERCHES SUBAQUATIQUES	83
Section 1 – Les recherches sous-marines	84
Sous-section I – L'historique	84
Sous-section II – Les biens culturels maritimes	86
§ 1 – Le critère matériel	86
§ 2 – L'intérêt des vestiges	88
§ 3 – La localisation	89
A – Le domaine public maritime	89
1 – Le domaine public naturel de l'État	89
2 – Le domaine public artificiel	93
B – La zone contiguë	93

Sous-section III – La découverte des biens culturels maritimes	94
§ 1 – Les recherches programmées	94
A – Le régime des autorisations	94
B – La responsabilité du fouilleur autorisé	97
C – Le régime de la convention	98
§ 2 – Les recherches préventives	99
§ 3 – Les découvertes fortuites	100
Section 2 – Les recherches fluviales	101
Sous-section I – Le domaine public fluvial	101
§ 1 – Le domaine public	102
§ 2 – Le régime domanial des eaux	103
Sous-section II – La découverte des vestiges fluviaux	103
CHAPITRE V – L'ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE	105
Section 1 – L'histoire	105
Section 2 – L'État prescripteur des opérations d'archéologie préventive	115
Sous-section I – Définition et missions de l'archéologie préventive	115
Sous-section II – L'appréciation des risques archéologiques	116
§ 1 – La connaissance de la richesse archéologique des sols	117
§ 2 – La connaissance des projets d'aménagement	120
A – Connaître pour prescrire	120
B – Aménagements soumis à prescription	121
§ 3 – Les prescriptions	124
Section 3 – L'exécution des opérations d'archéologie préventive	127
Sous-section I – Le statut de l'INRAP	127
§ 1 – Le Président	128
§ 2 – Le Conseil d'administration	128
§ 3 – Le Directeur général	129
§ 4 – Le Conseil scientifique	130
§ 5 – Le personnel	130
Sous-section II – Les services archéologiques des collectivités territoriales	131
Sous-section III – Les opérations de diagnostic	133
§ 1 – La mise en œuvre du diagnostic	133
§ 2 – La réalisation du diagnostic	135
A – Les conditions	135
B – La surveillance du chantier	136
§ 3 – L'achèvement du diagnostic	137
Sous-section IV – Les opérations de fouilles	138
§ 1 – La prescription de fouilles	138
§ 2 – La mise en œuvre des fouilles	139
§ 3 – La réalisation des fouilles	142
§ 4 – L'achèvement des fouilles	143
Sous-section V – L'exploitation scientifique des opérations	144

Section 4 – Le financement de l'archéologie préventive	146
Sous-section I – Les ressources de l'AFAN	146
Sous-section II – Les modifications législatives	146
Sous-section III – Le budget de l'INRAP	147
Sous-section IV – Les redevances d'archéologie préventive	148
§ 1 – Les redevances selon la loi du 17 janvier 2001	149
A – Les personnes assujetties	149
B – Le calcul des redevances	150
C – Le contentieux	153
§ 2 – La redevance selon la loi du 1 ^{er} août 2003	155
A – L'assiette de la redevance	155
B – Le taux d'imposition	157
C – Le fonds national pour l'archéologie préventive	157
§ 3 – La redevance selon la loi du 9 août 2004	159
A – Les aménagements imposables	160
1 – <i>Les travaux affectant le sous-sol</i>	160
2 – <i>Les travaux exonérés</i>	162
B – Le fait générateur	163
C – Le calcul de la redevance	164
1 – <i>L'imposition des travaux soumis à autorisation ou à déclaration préalable selon le Code de l'urbanisme</i>	164
2 – <i>L'imposition des travaux visés aux b et c de l'article L. 524-2</i>	165
D – La liquidation, l'ordonnancement, le recouvrement	166
E – La rétroactivité partielle de la loi de 2004	167

DEUXIÈME PARTIE

LE STATUT DES VESTIGES

CHAPITRE I – LA QUALIFICATION DES VESTIGES	171
Section 1 – Les intérêts de la qualification	171
Section 2 – Les critères de la qualification	172
Sous-section I – Les meubles	172
Sous-section II – Les immeubles	173
§ 1 – Les immeubles par leur nature	173
A – Les mégalithes	174
B – Les tombeaux	177
§ 2 – Les immeubles par leur destination	179
A – Régime juridique	179
B – Définitions	179
C – Les difficultés de qualification et leurs conséquences	181
 CHAPITRE II – LA CONDITION JURIDIQUE DES VESTIGES TERRESTRES	 185
Section 1 – La situation juridique des meubles	185

Sous-section I – L’attribution des découvertes mobilières	187
§ 1 – La propriété des vestiges issus d’une fouille autorisée par l’État	187
§ 2 – La propriété des vestiges issus d’une fouille exécutée par l’État	192
§ 3 – La propriété des vestiges issus d’une fouille préventive	193
§ 4 – La propriété des vestiges découverts fortuitement	196
§ 5 – La situation particulière de la Corse	197
Sous-section II – La détention pour étude	197
§ 1 – La propriété des vestiges détenus	198
§ 2 – Les pouvoirs et les obligations des détenteurs	199
§ 3 – Les délais de détention	202
Sous-section III – Le droit de revendication de l’État	202
§ 1 – Les conditions	203
§ 2 – Les exclusions	204
Sous-section IV – Les vestiges mobiliers terrestres et la domanialité publique	207
§ 1 – La domanialité publique des vestiges avant l’ordonnance d’avril 2006	207
§ 2 – Le Code général de la propriété des personnes publiques	211
A – Les découvertes mobilières	211
B – Les collections des musées	212
Section 2 – La situation juridique des immeubles	214
Sous-section I – La propriété des immeubles	215
§ 1 – la présomption de propriété étatique	215
§ 2 – L’intérêt de la propriété étatique	218
§ 3 – La mise en œuvre de la propriété étatique	219
Sous-section II – L’indemnité pour accès aux vestiges	220
Sous-section III – La récompense allouée à l’inventeur	220
Sous-section IV – L’article L. 541-1 et les professionnels de l’immobilier	222
CHAPITRE III – LA CONDITION JURIDIQUE DES VESTIGES SUBAQUATIQUES	223
Section 1 – L’attribution des biens culturels maritimes	223
Sous-section I – Les vestiges trouvés dans le domaine public maritime	223
§ 1 – La propriété privée	224
§ 2 – la propriété de l’État	225
A – L’attribution à l’État	225
B – L’acquisition par l’État	227
Sous-section II – Le statut des biens situés dans la zone contiguë	228
Section 2 – L’attribution des vestiges fluviaux	229

TROISIÈME PARTIE LA PROTECTION DES VESTIGES

CHAPITRE I – LA PROTECTION PÉNALE	233
Section 1 – La protection des vestiges par le Code pénal	234
Sous-section I – La destruction, la dégradation, la détérioration des vestiges	235
§ 1 – Les biens protégés	236

§ 2 – L'appartenance du bien	239
§ 3 – Les éléments constitutifs de l'infraction	240
§ 4 – Les pénalités	243
Sous-section II – Le délit de violation de sépulture	243
Sous-section III – La destruction, la soustraction et le détournement de biens détenus dans un dépôt public	246
§ 1 – la responsabilité du dépositaire	246
A – L'infraction réprimée par l'article 432-15 du Code pénal	247
B – L'infraction réprimée par l'article 432-16 du Code pénal	248
§ 2 – L'infraction commise par un tiers (art. 433-4 du Code pénal)	249
Section 2 – La protection des vestiges par le Code du patrimoine	250
Sous-section I – Dispositions pénales relatives aux recherches terrestres et subaquatiques	250
§ 1 – Le délit de fouilles non autorisées	251
§ 2 – L'inobservation par le fouilleur des contraintes qui lui sont imposées	253
§ 3 – La continuation des recherches après un retrait d'autorisation	253
§ 4 – La violation des dispositions encadrant les découvertes fortuites	253
§ 5 – Le trafic des vestiges illégalement exhumés	254
§ 6 – L'utilisation irrégulière des détecteurs de métaux	255
A – Les infractions	257
1 – <i>La poursuite des infractions</i>	257
2 – <i>Les éléments constitutifs des infractions</i>	258
B – Le statut des vestiges découverts sans autorisation	261
Sous-section II – La protection pénale des biens culturels maritimes	262
§ 1 – Les infractions prévues aux articles L. 544-5 à L. 544-7	263
A – Le non respect des obligations liées aux découvertes et enlèvements fortuits	263
B – Les recherches clandestines	263
C – Le non respect par le fouilleur de ses obligations	264
D – Le trafic des objets illégalement exondés	264
§ 2 – Les particularités procédurales	265
§ 3 – L'application aux biens culturels maritimes des dispositions répressives du Code pénal	266
Section 3 – La complicité par voie de presse des délits contre les vestiges	267
Section 4 – L'organisation de la répression	269
Sous-section I – La constatation des infractions	269
Sous-section II – La poursuite des infractions	271
CHAPITRE II – LA PROTECTION DES VESTIGES AU TITRE	
DES MONUMENTS HISTORIQUES	275
Section 1 – Les commissions consultatives	278
Sous-section I – La Commission nationale des monuments historiques	278
Sous-section II – La Commission régionale du patrimoine et des sites	280
Sous-section III – La Commission départementale des objets mobiliers	281

Section 2 – La protection des immeubles	282
Sous-section I – Le classement	282
§ 1 – Les critères exigés	283
A – La nature immobilière	283
B – L'intérêt	286
C – Le maintien de classements antérieurs	287
§ 2 – La procédure de classement	288
§ 3 – Les effets du classement	290
A – La protection juridique de l'immeuble	290
B – La protection physique de l'immeuble	293
1 – <i>Les travaux autorisés sur les immeubles classés</i>	293
2 – <i>L'obligation aux travaux</i>	295
C – la responsabilité du propriétaire	297
D – La qualification des travaux	298
E – La publicité	300
§ 4 – Le déclassement	300
Sous-section II – L'inscription des immeubles	300
§ 1 – Les critères exigés	301
§ 2 – La procédure d'inscription	302
§ 3 – Les effets de l'inscription	303
§ 4 – La radiation de l'inscription	304
Sous-section III – Dispositions communes aux immeubles classés ou inscrits	304
§ 1 – La maîtrise d'ouvrage des travaux	304
§ 2 – Les aides publiques	305
§ 3 – La révélation d'éléments inconnus sur les immeubles	305
§ 4 – Les cessions	306
§ 5 – La publicité sur les monuments historiques	307
§ 6 – La connaissance des classements et inscriptions	308
Sous-section IV – La protection des abords	309
§ 1 – Les immeubles adossés à un bien classé	309
§ 2 – La préservation du champ de visibilité	309
A – La délimitation	310
B – Les modalités de protection à l'intérieur du périmètre de visibilité	313
1 – <i>Le classement ou inscription</i>	313
2 – <i>L'expropriation</i>	313
3 – <i>Le régime des travaux</i>	313
4 – <i>Publicité, enseignes et pré-enseignes</i>	316
Section 3 – La protection des meubles	316
Sous-section I – Le classement	316
§ 1 – Les critères exigés	316
§ 2 – Les procédures de classement	317
§ 3 – La publicité du classement	318
§ 4 – Les effets du classement	319

A – La protection juridique des meubles classés	319
1 – <i>L'imprescriptibilité</i>	319
2 – <i>Les cessions</i>	319
3 – <i>L'exportation</i>	322
B – La protection physique des meubles classés	323
§ 5 – Le déclassement	324
§ 6 – Le recolement	325
Sous-section II – L'inscription	325
§ 1 – Les critères exigés	325
§ 2 – L'appartenance du bien	325
§ 3 – La procédure	326
§ 4 – Les effets de l'inscription	326
§ 5 – La radiation	327
Sous-section III – Les dispositions communes aux objets classés et aux objets inscrits	327
§ 1 – Les effets du classement ou de l'inscription suivent le bien	327
§ 2 – La responsabilité	327
§ 3 – La maîtrise d'ouvrage	327
§ 4 – Les aides financières apportées par les collectivités publiques	328
§ 5 – Le déplacement des objets	328
Section 4 – La protection pénale des monuments historiques	329
Sous-section I – Les infractions réprimées par le Code du patrimoine	329
§ 1 – Les infractions visées aux articles L. 624-1 et L. 624-2	329
§ 2 – Les aliénations et les acquisitions illégales	329
§ 3 – Le renvoi aux dispositions répressives du Code de l'urbanisme	330
§ 4 – La constatation des infractions	330
§ 5 – La responsabilité des conservateurs et gardiens	330
Sous-section II – Les infractions insérées dans le Code de l'environnement	332
Sous-section III – Le défaut d'affichage	332
Sous-section IV – Les dispositions de l'article 322-2 du Code pénal	333
CONCLUSION	335
BIBLIOGRAPHIE	337
TABLE DES MATIÈRES	345